

Le rapport de l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) publié le 13 novembre, vient démontrer une fois de plus, la très forte « sinistralité » pour les travailleur euses du nettoyage, liée aux conditions de travail et aux produits utilisés.

Venant appuyer ce que nous pouvons constater chaque jour sur le terrain, le rapport relève:

- une fréquence et gravité des accidents du travail plus importantes que dans la moyenne de l'ensemble des salarié·es;
- un nombre de maladies professionnelles deux fois plus élevé;
- un nombre de licenciements pour inaptitude près de deux fois plus fréquents;
- des pathologies comme les troubles musculo-squelettiques (TMS) importantes ;
- des maladies respiratoires dues aux produits très fréquentes.

C'est tout sauf une fatalité : des mesures s'imposent !

La CNT-Solidarité Ouvrière dénonce l'organisation même du travail dans ce secteur où la soustraitance domine, diluant les responsabilités et encourageant par le dumping social, une exploitation des plus brutales.

La CNT-SO dénonce la non-application, à grande échelle dans le secteur, des législations aujourd'hui applicables en protection des salarié·es.

La sinistralité et la souffrance au travail ne sont que le fruit de ce système généralisé de maltraitance au travail qu'il faut abattre.

Dans l'immédiat, la CNT-SO revendique:

- x Une évolution de la législation pour imposer des mesures de prévention efficaces, interdire les produits toxiques.
- x Le renforcement des effectifs de l'Inspection du Travail avec un nombre d'agent es suffisant!
- x Un renforcement des sanctions à l'encontre des employeurs, en cas de manquement aux règles d'hygiène et de sécurité.
- x La responsabilisation des entreprises utilisatrices qui doivent être solidaires de leurs sous-traitants, en cas d'accidents du travail ou de maladies professionnelles en augmentant leur taux de cotisations accidents du travail et maladies professionnelles (AT/MP)
- x L'augmentation du nombre de jours de formation à l'hygiène et la sécurité des membres des CSE.
- La reconnaissance de la pénibilité des métiers de la propreté et une retraite à taux plein dès 55 ans.

Ca suffit, agissons collectivement avec la CNT-SO pour défendre nos droits , notre santé et notre dignité!







